

# UNE CAMPAGNE très militante

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter tous mes vœux de santé, de bonheur, de réussite pour vous et vos proches.

Accomplissement individuel qui ne peut se réaliser sans la formulation de vœux plus collectifs. Je souhaite donc que nos luttes politiques contre le pouvoir en place se soldent par de belles victoires dans les rues et dans les urnes. Des résultats pour les régionales à la hauteur des défis que nous avons à relever pour combattre les inégalités, les discriminations.

Nous savons que cette campagne des régionales va être très courte. Aussi, ce bulletin veut-il contribuer à donner des éléments permettant aux militantes et aux militants d'aller à la rencontre des électrices et des électeurs, gagnant les voix une par une.

Les projets régionaux doivent être irrigués de propositions féministes permettant de gagner l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Par ces temps de crise, l'exercice n'est pas facile, car ces combats apparaissent comme mineurs ou seconds.

Parce que nous sommes communistes, il n'est pas de projet de transformation en dehors de l'éradication du patriarcat. Pour y parvenir, il nous faut donc occuper ce terrain en permanence, et porter ce combat à tous les échelons : sphère privée comme publique, avec une action particulière au niveau des institutions.

Travaillons à des initiatives de proximité pour aller à la rencontre des femmes des quartiers, organisons des actions en direction des entreprises à main-d'œuvre féminine, soyons à la porte des hôpitaux pour défendre les maternités, les centres d'IVG et de planning familial.

Préparons des matériels spécifiques pour annoncer et rendre compte des initiatives, donnons rendez-vous à la presse sur place pour médiatiser nos actions.

Réfléchissons à des interventions des candidates, à des initiatives reposant sur elles.

Soyons attentifs et attentives à mettre en place des comités de soutien locaux à nos listes en faisant en sorte que les femmes y prennent toutes leurs places.

Créons un véritable travail en réseau en partageant nos réflexions, nos propositions sous forme de fiches argumentées.

Enfin, veillons à ce que les tribunes des meetings, des débats soient paritaires et ce n'est pas gagné !

Au travail donc, et je suis persuadée que nous pouvons marquer des points significatifs, empêchant Sarkozy d'utiliser les régions comme amplificateurs de sa politique.

Au travail donc, pour donner toutes ses chances à un Front de Gauche élargi favorisant la construction de régions profondément à gauche, solidaires, écologiques, féministes et citoyennes.

## Éminisme Commu

sur le site du PCF  
[www.pcf.fr/femmes](http://www.pcf.fr/femmes)

**commission**

**Droits des femmes/féminisme**

### JANVIER 2010

#### Activité de la commission nationale

Régionales : candidat-e-s et élu-e-s engagé-e-s pour l'égalité femmes/hommes  
Proposition et action pour les droits des femmes

Intervention de Marie-George Buffet sur la proposition des quotas de femmes dans les CA

Réformes des collectivités territoriales et parité

Future réforme concernant les retraites

Mission burqa **Pages 2-5**

#### Activité unitaire

Campagne pour le maintien des centres IVG **Page 6**

Loi contre les violences faites aux femmes  
Marche mondiale 2010 **Page 7**

#### Solidarité

Haïti **Page 8**

Rayhana  
Alicja **Page 9**

Agenda **Page 10**

**Laurence Cohen**



## activité de la commission nationale

# DES CANDIDAT-E-S, DES ÉLU-E-S ENGAGÉ-E-S pour l'égalité femmes/hommes

À la veille des élections régionales des 14 et 21 mars, il est indispensable et urgent que les candidates et les candidats mènent une campagne tambour battant contre la droite et ses réformes dévastatrices. Il s'agit dans un temps très court non seulement de s'opposer aux politiques libérales mais de porter des propositions alternatives porteuses d'espoir.

Pour sa part, le PCF souhaite contribuer à l'ensemble de la campagne en soumettant des propositions permettant de s'engager dans la voie du progrès en matière d'égalité hommes/femmes.

Nous ne partons pas de rien. Dans plusieurs régions, des conseillères et conseillers régionaux communistes ont su faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes. Prenons notamment le cas de la Bretagne où notre camarade Gaëlle Abily, vice présidente du Conseil régional, a su donner à sa délégation une dimension d'intervention très importante, en obtenant les moyens humains et financiers dans la mise en œuvre de mesures égalitaires.

En voici quelques exemples.

### première et importante proposition

**avoir une conseillère régionale ou un conseiller régional en charge des questions de l'égalité et des droits des femmes au sein de l'exécutif régional**

## ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Une approche globale de l'enjeu de l'égalité, au travail, dans la vie publique et dans la sphère familiale, et transversale aux compétences des conseils régionaux : l'égalité dans la formation, dans le développement économique, en matière d'aménagement du territoire, de transports, de culture...

Des actions possibles :

- lier l'obtention de fonds publics par les entreprises ou branches économiques à l'obligation de mettre en œuvre les lois sur l'égalité femmes-hommes au travail, ainsi qu'une commission d'évaluation de ces fonds accordés. Développer les fonds régionaux pour l'emploi et la formation intégrant la prise en compte de l'égalité au travail.
- conditionner les marchés publics de la formation professionnelle à la mise en œuvre des lois sur l'égalité professionnelle et/ou à des actions de sensibilisation à l'égalité en direction des stagiaires de la formation.
- créer un conseil régional pour l'égalité entre les femmes et les hommes rassemblant les forces sociales, syndicales, associatives, institutionnelles qui agissent dans ce domaine dans les régions. Lieu dont la vocation est la mise en réseau, la

mutualisation d'expériences, l'échange d'informations.

- en tant qu'employeurs, les régions peuvent aussi se saisir de l'égalité professionnelle pour mettre en œuvre au sein de leurs administrations le principe de l'égalité, qu'il s'agisse de la formation des personnels, du recrutement, des progressions de carrières, du niveau de salaire.
- favoriser la parité dans les instances propres des régions (conseils lycéens ....) et la promouvoir en direction des organismes liés au Conseil régional.
- soutenir la création, les reprises d'entreprises par les femmes
- développer des partenariats avec le monde universitaire et de la recherche sur le thème de l'égalité femmes-hommes.
- agir contre les violences faites aux femmes en lançant des campagnes d'informations et de préventions pour sortir ces questions du silence, associer tous les élus, parfois isolés, à ces campagnes en jouant un rôle d'interpellation sur une question de santé publique.

Gaëlle Abily

vice présidente du Conseil régional de Bretagne  
en charge de l'égalité professionnelle  
et de la qualité de l'emploi

# DES CANDIDAT-E-S, DES ÉLU-E-S ENGAGÉ-E-S pour l'égalité femmes/hommes

**développer des fonds régionaux pour l'emploi et la formation  
intégrant la prise en compte de l'égalité au travail  
créer un conseil régional  
pour l'égalité entre les femmes et les hommes, rassemblant  
les forces sociales, syndicales, associatives, institutionnelles  
qui agissent dans ce domaine dans les régions**

## LA PRÉCARITÉ, PHÉNOMÈNE DÉVASTATEUR... LES JEUNES AU PREMIER PLAN

Les chiffres sont alarmants ! Le nombre de chômeurs de moins de vingt cinq ans était de 231 900 en juin 2008 et de 330 400 en mars 2009, soit près de 98 500 jeunes chômeurs en plus, ce qui représente une hausse de 42% ! Normal nous dira-t-on, les jeunes sont des fainéants ! Ils ne savent ni ce qu'ils veulent faire, ni non plus comment chercher de façon efficace du travail, car du travail il y en a ! STOP aux clichés, et à la stigmatisation des jeunes !

Un fait est incontestable : la précarité des jeunes, et plus particulièrement la précarité des jeunes femmes. Alors qu'elles sont en nombre supérieur dans les Universités, dans les grandes écoles et que leur taux de réussite scolaire est supérieur à celui des jeunes hommes, elles trouvent plus difficilement un emploi une fois diplômées...et phénomène inverse et paradoxal, lorsqu'elles sont moins diplômées, elles sont reléguées dans les emplois les moins reconnus (temps partiels, missions d'intérim, contrats à durées déterminées...). Et ce « meilleur » taux d'emploi des jeunes femmes dans les quartiers populaires sert aujourd'hui, au gouvernement, à pointer du doigt les jeunes hommes. On sous-entend ainsi leur potentiel supérieur à la « glandouille », et très facilement on sous entend leur propension plus facile à la déviance, donc à la délinquance.

Les jeunes privés d'emploi des quartiers seraient ainsi, quasiment tous des délinquants, ou comment le capitalisme trouve encore une nouvelle utilité à l'opposition des genres... On voit bien, derrière ce raisonnement, les ravages de cette précarité qui n'est plus seulement une « nécessité » du capitalisme pour garantir ses taux de profits, mais aussi un outil pour mieux humilier et diviser. C'est comme cela que se justifie le redressement moral des « jeunes à capuche » par la vidéo surveillance et les compagnies mobiles de sécurité dans les lycées...

Les jeunes sont plus durement touchés par le chômage, par la baisse du pouvoir d'achat, par la

pénurie de logements sociaux, par l'accès aux soins... par tout ce qui amène à vivre dans la précarité.

Les jeunes sont mis en marge, systématiquement stigmatisés, notamment lorsqu'ils vivent en banlieue, dans les quartiers populaires. Comme le dit, dans *l'Humanité* du mardi 19 janvier, Jean-Philippe Revel de la CGT, « **les jeunes vivent au jour le jour. Ils ne craignent pas l'avenir, ils n'en ont pas !** »

Alors qu'ils sont l'avenir de toute société, et qu'ils devraient de ce fait être soutenus, valorisés dans leur généralité, dans leurs différences; en France ils sont au contraire mis à mal par le pouvoir en place qui brade l'éducation du secondaire au supérieur, qui fait passer des lois sur le logement de plus en plus contraignantes ne permettant pas aux jeunes d'avoir accès à un logement digne...

Le Mouvement Jeunes Communistes est de toutes les batailles, de tous les combats, lorsqu'il s'agit de dénoncer la précarité des jeunes, de dénoncer l'inégalité des femmes et des hommes. Mais dénoncer ne suffit jamais.

L'offensive lancée par l'UMP dès 2003 pour refonder le système français de formation est apparue comme le seul désengagement de l'État. Mais... comme pour les hôpitaux, les musées, et tant d'autres services publics, les gouvernements successifs ne se sont pas contentés de supprimer des postes, ils ont largement remanié les statuts et les missions des personnels, des lycées, des universités... L'objectif final dépasse l'idée d'alléger les finances publiques. S'attaquer aux diplômes, aux contenus des formations, à la recherche, c'est modifier en profondeur et pour longtemps le monde du travail. La disparition des diplômes au profit des livrets de compétences individualisés rendra chacun isolé face à l'employeur, dans l'incapacité de faire valoir la reconnaissance d'une formation reçue collectivement. L'appropriation des savoirs, de la recherche universitaire par le privé, permet

# DES CANDIDAT-E-S, DES ÉLU-E-S ENGAGÉ-E-S pour l'égalité femmes/hommes

### LA PRÉCARITÉ... LES JEUNES AU PREMIER PLAN

de définir pour les seuls intérêts des actionnaires, les stratégies de développement économique et des territoires sur le long terme.

Pour relever la tête et refuser d'être « la génération sacrifiée » comme on nous présente déjà, nous affirmons la volonté d'être une jeunesse citoyenne et solidaire.

Les jeunes communistes portent la notion d'égalité-mixité, revendication à vivre ensemble dans le respect, dans la perpétuelle découverte de l'Autre. Mais qu'il y ait aussi, pour tous, les moyens de découvrir et de partager nos différences, et c'est avec ces différences, en les acceptant, en les partageant, que nous construirons, ensemble, hommes et femmes, la région de demain.

Pendant la campagne des régionales, en mettant en avant nos batailles pour changer en priorité l'emploi, la formation et les transports pour changer la vie des jeunes, nous voulons construire de nouveaux droits qui sortent nos vies des logiques du capitalisme.

Par un système d'allocations qui sécurisent l'insertion professionnelle, par l'éradication des emplois précaires, par le droit de pouvoir choisir des formations de qualité et de maîtriser nos parcours de vie, par des transports publics gratuits pour les jeunes, nous voulons remettre la réponse aux besoins de chacun comme première perspective des politiques.

Nous pourrions interpellier ainsi directement sur les compétences des régions et permettre de voir au-delà. Les retraites, le million de chômeurs en fin de droits, l'exigence de solidarités et de liens entre les territoires, les besoins spécifiques des lieux de vie, seront autant d'occasion d'interpeller sur la finalité de nos activités : le travail, les formations, les services publics... C'est un sursaut vital pour les jeunes et pour l'ensemble du pays que l'UMP veut aujourd'hui fracturer.

Nicolas Bescond

coordinateur national du MJCF

Céline Mazeau

membre du conseil national du MJCF

### aide au développement de la démocratie participative et création de comité de veille pour la mise en œuvre de décisions faisant avancer l'égalité

### DES FEMMES DES QUARTIERS POPULAIRES S'ENGAGENT

De nombreux chantiers et plusieurs événements de dimension mondiale ont été co-élaborés et réussis en Rhône-Alpes sur la démocratie participative : les femmes y ont joué un rôle important. Notamment les femmes des quartiers populaires et d'associations qui luttent contre la précarité et la pauvreté. Un collectif d'associations s'est créé appelé *K'ose toujours*, qui a préparé, avec la MRIE (mission régionale d'information sur l'exclusion), un forum sur la pauvreté dans la rencontre mondiale *La démocratie participative du local au mondial, pour quel développement ?*

Puis ce collectif s'est élargi à de nombreuses associations et aux syndicats pour préparer avec la région une rencontre sur *Démocratie participative et lutte contre la précarité et la pauvreté*. Cette rencontre a été un moment très fort et émouvant du mandat, au cours de laquelle 700 personnes dont 400 pauvres et précaires ont débattu en atelier avec 300 élus, professionnels, associatifs, syndicalistes pour dénoncer ce système et faire des propositions précises.

Une autre rencontre s'est tenue la veille du 8 mars sur le thème : *Démocratie participative et égalité femmes-hommes*, rencontre qui avait une dimension

internationale, notamment en prolongement de la rencontre mondiale précédente, ce qui a donné une forte proximité, presque de famille, avec les habitants de la région. Rien d'étonnant à ce que plusieurs de ces femmes soient sollicitées et aient accepté de participer à la campagne électorale de la liste *Ensemble front de gauche*, à la fois comme candidates, et aussi en créant, comme en Isère, un « comité de veille ». Ce comité est davantage qu'un comité de soutien. Il va participer à la campagne, en organisant avec la liste plusieurs initiatives dans les quartiers populaires du département et il veut perdurer après les élections, pour interpellier les élus de la région, attirer leur attention sur des décisions insuffisantes, ou trop lentes, ou ne correspondant pas aux engagements pris, etc.

Il s'agit donc de construire une démarche politique et participative dans la durée, notamment avec les milieux populaires, ce « comité de veille » étant bien sûr ouvert à toutes celles et ceux qui le souhaitent.

François Auguste

tête de liste pour l'Isère de la liste

*Front de gauche, ensemble pour des régions solidaires, écologiques, citoyennes*

# DES CANDIDAT-E-S, DES ÉLU-E-S ENGAGÉ-E-S pour l'égalité femmes/hommes

**mise en place de structures permettant l'échange et l'action  
avec les associations féministes et féminines,  
les acteurs sociaux**

## ÎLE-DE-FRANCE : MISE EN PLACE DU CENTRE HUBERTINE

En mai 2009 la région Île-de-France, après avoir signé la charte européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes, a pris l'initiative de créer et de financer un **Centre de ressources pour l'égalité femmes/hommes**.

Ce centre de ressources n'a pas pour mission de se substituer aux associations, ou aux projets et actions menés par les différents acteurs dans ce domaine (associations, syndicats, chercheurs, élus, collectivités territoriales, ou État).

C'est une association dont le conseil d'administration réunit les différents acteurs (6 élu-e-s régionaux, 4 autres élu-e-s représentant les collectivités territoriales partenaires, 7 représentant-e-s des associations et 7 des syndicats) et qui, au con-

traire, a pour mission d'accompagner et de soutenir ces différents acteurs dans leurs projets actuels et de les aider à en construire de nouveaux, de devenir un instrument efficace de partage/mutualisation d'expériences, d'informations, d'expertises, d'encourager les partenariats entre associations, collectivités, chercheur-e-s, médias, et de mettre en place les instruments (notamment des débats, des expositions, des spectacles...) et les synergies nécessaires pour promouvoir une culture de l'égalité dans toute la société, notamment l'Éducation nationale, le marché du travail et les entreprises, la recherche et la culture.

**Véronique Sandoval**  
conseillère régionale

### en bref

#### **Droits des femmes : peut mieux faire !**

##### **ASSEMBLÉE NATIONALE : MARIE-GEORGE BUFFET**

Le Parlement a débattu de la proposition de loi sur la représentation équilibrée des femmes dans les conseils d'administration et de surveillance et l'égalité professionnelle. Avec les député-e-s communistes, j'ai souhaité m'abstenir car les amendements que nous avons déposés pour rendre ce texte réellement utile aux femmes ont tous été repoussés par l'UMP.

Sans ces amendements, en effet, ce texte n'est porteur d'avancées que pour une poignée de femmes actionnaires – ce qui est positif car la parité doit être une réalité à tous les niveaux de la société – et néglige les questions fondamentales de la précarité des femmes, des inégalités salariales et de la lutte contre les préjugés sexistes qui sont aux racines des inégalités et violences contre les femmes. Il était donc difficile tant de voter pour que de voter contre.

##### **Extraits d'intervention au Parlement**

Quand on se bat pour l'égalité entre les hommes et les femmes, l'on se bat pour que cette égalité se réalise partout et à tous les niveaux, y compris dans les instances dirigeantes des grandes entreprises. Mais, au regard de la situation des femmes, pourquoi se contenter de si peu quand nous pouvions saisir l'occasion de traiter le problème de l'égalité des genres dans l'entreprise et celui de la parité dans les responsabilités sous tous leurs aspects ? Or, plutôt que de s'attaquer aux racines de l'inégalité, cette proposition de loi ne se donne qu'un objectif restreint. [...]

Cette proposition de loi semble viser essentiellement les entreprises du CAC 40. Il est vrai que la représentation des femmes y est mauvaise : 10 % en moyenne dans leurs instances de direction, et encore six d'entre elles n'en ont aucune, quand la moitié n'en compte qu'une.

Rappelons encore que les inégalités ne concernent pas les seules instances dirigeantes : 13 % de femmes vivent sous le seuil de pauvreté, un tiers n'ont pas de qualification reconnue, près de deux tiers sont employées ou ouvrières, un tiers travaillent à temps partiel, en général subi. Deux fois plus de femmes que d'hommes sont payées au SMIC et, alors que les filles sont en moyenne plus diplômées que les garçons, elles touchent des salaires inférieurs en moyenne de 27 % à ceux des hommes, ce chiffre atteignant plus de 30 % dans le secteur des services où elles sont particulièrement nombreuses. Alors que de nombreuses femmes doivent affronter une double journée, l'accès aux responsabilités dans l'entreprise leur est plus difficile. [...]

Chers collègues, comme nous travaillons tous groupes confondus au sein de la mission spéciale destinée à la rédaction d'un texte de loi contre les violences faites aux femmes, et comme nous sommes en passe d'aboutir, pourquoi ne pas travailler, dans le même état d'esprit, à une grande loi-cadre sur l'égalité de responsabilités entre les femmes et les hommes, réellement susceptible de changer la donne ? [...]

#### **Réforme des collectivités territoriales**

Au cœur de la campagne électorale, nous devons agir contre la réforme des collectivités territoriales, véritable coup d'État contre la démocratie. Il s'agit non seulement de s'opposer à cette réforme globale, mais aussi au mode de scrutin uninominal proposé, remettant gravement en cause l'élection de femmes.

#### **Non au démantèlement des retraites**

Les candidates et candidats entendent agir et s'opposer à la future réforme des retraites qui se traduirait par l'allongement de 5 années de travail, et qui pourrait revenir sur la suppression des bonifications octroyées aux mères de familles.

#### **Mission burqa ?**

Le travail de la mission touche à sa fin, le rapport présenté mardi 26 janvier et rédigé par Eric Raoult porte sur des recommandations. Au sein de la mission elle-même, cela continue de ne pas faire l'unanimité parmi les parlementaires. Au-delà, les député-es, quelle que soit leur appartenance politique, restent extrêmement divisé-e-s. Au bout du compte, le travail de la mission se résume à une résolution et une vingtaine de préconisations réaffirmant que le voile intégral est contraire à la République.

Pour sa part, Marie-George Buffet a rappelé « son attachement à la laïcité, aux combats pour les droits humains, intransigeant sur la question de l'égalité et de l'émancipation des femmes de toutes les dominations, le PCF veut conjuguer combat pour les droits, dialogue, écoute et rassemblement pour faire reculer toutes ces dominations ».

*Version intégrale de son audition sur le site du Parti.*

## **MATERNITÉ OU INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE droits contestés**

Face aux restructurations multiples des hôpitaux, des maternités et des centres de planification et d'IVG, une menace réelle pèse sur le droit à la maternité choisie.

Nous nous opposons à la fermeture des structures existantes alors qu'il est nécessaire d'en augmenter le nombre. La lutte de plusieurs collectifs se heurte aux mépris du pouvoir. Nous refusons les remises en cause de ces droits par le biais des fermetures de structures. Ensemble, nous devons repousser ces menaces.

Le PCF appelle à signer la pétition lancée par la CADAC, l'ANCIC et le Planning Familial :

### **NON au démantèlement des maternités et des centres IVG dans les hôpitaux publics**

La loi Bachelot *Hôpital-Patient-Santé-Territoire* accélère la logique de rentabilité à l'hôpital. Elle impose aux établissements hospitaliers, restructurations, fusions, regroupements... Son objectif : diminuer les dépenses à tout prix, travailler plus avec moins de personnel...

Cette politique signifie le démantèlement des structures qui pratiquent les interruptions volontaires de grossesse. Rien n'a été fait pour le maintien de cette activité malgré les affirmations contraires des pouvoirs publics.

Il s'agit d'une atteinte grave à l'obligation d'organiser l'offre de soin en matière d'avortement à l'hôpital public, une remise en question de la qualité des soins. Délais d'attente importants, refus de la prise en charge en particulier des mineures et des étrangères sans papiers, quota d'IVG, sectorisation et fermetures de structures sont la traduction concrète de cette politique pour les usagères.

Ce processus de dégradation répond autant à des objectifs idéologiques qu'économiques. C'est la liberté des femmes de décider d'avoir ou non des enfants qui est remise en cause.

Parce que l'avortement est un droit humain fondamental, nous demandons le maintien des structures existantes et l'ouverture de nouveaux lieux dédiés à l'avortement, pour une véritable égalité d'accès pour toutes par une offre de proximité partout en France.

pour signer cette pétition : <http://orta.dynalias.org/petition-structures-ivg>

### **l'action pour le maintien de toutes les maternités et centres IVG se poursuit**

Ainsi, à Paris, le collectif pour le maintien du centre à l'hôpital Tenon s'oppose à la restructuration menaçant ainsi le centre IVG, qui serait rapatrié sur l'hôpital Saint-Antoine, qui lui-même serait rapatrié vers Broussais !

L'action du collectif du 20ème arrondissement pour le maintien du centre à l'hôpital Tenon a permis de découvrir ce qui se cachait derrière la réforme Bachelot *Hôpital, patient, santé, territoire*, c'est-à-dire la menace de disparition de maternité et de centre IVG dans les hôpitaux publics.

Le collectif du 20ème, après avoir élargi son action, recueilli des milliers de signatures de la

pétition, tenu plusieurs rassemblements, se prépare à manifester au siège de l'APHP à Paris début février. Le collectif travaille avec la CADAC, l'OMFPF, le *Collectif national contre les fermetures des hôpitaux et maternités de proximité*, SUD santé sociaux, l'ANCIC.

Ailleurs, des luttes se mènent également car les mêmes causes produisent les mêmes effets.

La lutte paie, c'est ainsi que le collectif lyonnais, au bout de plusieurs mois de luttes, a obtenu le maintien d'un centre IVG dans le nouvel hôpital qui remplacerait l'Hôtel Dieu. Mais la vigilance reste de mise.

## une loi contre les violences faites aux femmes

L'action se poursuit en faveur d'une loi cadre et, dans ce processus de luttes, le président de l'Assemblée a mis en place, il y a un an, une mission d'évaluation. Celle-ci, ayant rendu son verdict sur la base d'un gros travail d'auditions des associations de terrain et de personnalités, préconise d'aller vers le vote d'une loi. Ce n'est pas la loi cadre, mais de nombreux articles, parmi les plus importants, y sont repris.

C'est un nouveau pas en avant pour prévenir et lutter contre ce fléau que sont les violences à l'égard des femmes. Il faut s'attendre à la prise d'initiatives autour de la mi février lorsque la proposition de loi de la mission viendra en débat à l'Assemblée nationale.

### 3ème MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

**Après 2000, 2005, du 8 mars 2010 au 17 octobre 2010  
aura lieu la troisième Marche mondiale des femmes.**

Depuis 2000, année du premier appel mondial pour manifester partout dans le monde contre la précarité et les violences à l'égard des femmes, le Parti communiste a toujours été présent et a participé à la *Marche mondiale*. Plusieurs d'entre nous se souviennent de la manifestation nationale parisienne et celle de Bruxelles. Cette marche mondiale de 2000 qui se terminait à New York avait rassemblé des milliers de femmes de nombreux continents et permis pour la première fois de faire éclater en plein jour que partout dans le monde les femmes étaient sous la pression du capitalisme et du patriarcat.

Dans cette période de crise mondiale, la situation des femmes ne s'est pas améliorée, elle aurait même tendance à se dégrader. C'est pourquoi, à nouveau, en 2010, les femmes vont agir, se rassembler et marcher ensemble, pour dire "cela suffit", mais aussi pour marquer l'importance du 100ème anniversaire de la *Journée internationale des droits des femmes* et le 40ème anniversaire du mouvement féministe.

**Le 17 février à 18h30 à Paris** (salle à confirmer), meeting sur les droits des femmes organisé par le *Collectif national droits des femmes*, ayant pour thème : **Interpeller les partis politiques de gauche pour la prise en compte de l'égalité femmes/hommes dans l'action des régions.**

**Le 8 mars à 18h30**, quelques jours avant le premier tour des régionales, lancement de la *Marche mondiale* et manifestation à Paris.

**Les 12 et 13 juin**, grande manifestation nationale le samedi 12 juin après midi à Paris, suivi d'un banquet solidaire et fraternel, ainsi que d'un Forum national.

**Le 30 juin 2010**, manifestation européenne à Istanbul (Turquie) – ce lieu fait débat.

**Du 14 au 17 octobre**, *Marche mondiale* et délégation internationale à Bukavu (République démocratique du Congo) en solidarité avec la marche mondiale du Congo, une manifestation le 17 octobre à Bruxelles est envisagée.

des collectifs locaux se mettent en place – vous pouvez joindre la marche sur  
[marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org)

## HAÏTI

### solidarité et respect de la souveraineté populaire

Nous soutenons le peuple d'Haïti dans ces moments de souffrances et de détresse infinies, et faisons nôtre son cri, en appelant le monde entier à y répondre d'urgence par une solidarité sans faille. Nous appelons les peuples et les gouvernements du monde entier à se secouer avec la même force avec laquelle la terre a ébranlé, jusqu'aux fondements, la vie de ce peuple digne et courageux, touchant directement un tiers de la population – trois millions de personnes. Ce séisme a ajouté une destruction aux proportions inimaginables à ce qui était, pour l'immense majorité de la population, une situation d'extrême précarité et de violation quotidienne de ses droits humains les plus élémentaires.

Cette tragédie dépasse les frontières d'Haïti. Il est de la responsabilité de la communauté internationale de porter un secours immédiat aux victimes, de fournir les ressources et de prendre les mesures nécessaires, à court et moyen termes, pour aider le peuple haïtien à reconstruire son pays et son futur, libéré des dominations et des dépendances qui ont tant marqué sa vie. Il ne fait aucun doute que le peuple haïtien dispose de la force et de la créativité nécessaires, et ensemble, nous ne pouvons permettre que ceux qui ont toujours cherché à étouffer cette volonté populaire n'utilisent cette tragédie pour imposer un modèle de reconstruction taillé pour leurs intérêts mesquins.

Au cours des dernières années et aux côtés de nombreuses organisations haïtiennes, nous avons dénoncé l'occupation du pays par les troupes de l'ONU et les impacts de la domination imposée par les mécanismes de la dette, du libre-échange, du pillage des ressources naturelles et de l'invasion par des intérêts transnationaux. La vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles – due en grande partie aux ravages causés à la nature, à l'inexistence d'infrastructures de base, et à l'affaiblissement de la capacité d'action de l'État – ne devrait pas être considérée comme étant sans lien avec ces politiques qui ont historiquement sapé la souveraineté du peuple.

**Il est maintenant temps que les gouvernements qui font partie de la MINUSTAH, des Nations unies et en particulier la France et les États-Unis, les gouvernements latino-américains, revoient ces politiques qui s'opposent aux besoins élémentaires de la population haïtienne.**

**Nous exigeons de ces gouvernements et organisations internationales qu'ils substituent à l'occupation militaire une véritable mission de solidarité, et qu'ils agissent pour l'annulation immédiate de la dette qu'Haïti continue de leur rembourser.** Nous exigeons que les fonds destinés à l'aide d'urgence et à la reconstruction ne donnent pas lieu à un nouvel endettement, et qu'ils ne soient pas non plus utilisés pour imposer des conditionnalités ou toute autre forme de contrainte extérieure qui les détournent de leur objectif déclaré, comme cela est habituellement d'usage dans les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et le FMI, les pays dits « donateurs » et les entreprises qui en bénéficient.

Il est temps que la communauté internationale, et en particulier les pays et intérêts qui se sont ainsi enrichis, reconnaissent et remplissent leur obligation de verser des réparations pour les dettes écologique, sociale, historique et climatique qu'ils ont accumulées à l'égard du peuple haïtien. C'est aussi le moment de rappeler que ce sont généralement les femmes qui non seulement paient le plus lourd tribut de ces tragédies, mais aussi qui peuvent et qui devraient être les principales actrices du processus de reconstruction.

Nous appelons également les mouvements sociaux, organisations et personnes du monde entier, en particulier celles et ceux qui travaillent sur les questions de santé et d'habitat populaire, de culture et de communication, à se mobiliser, à lancer et à se joindre à des campagnes de soutien, à organiser des comités locaux de soutien et des brigades volontaires pour venir en aide aux Haïtiens dans ces moments difficiles. Nous partageons avec le résistant et héroïque peuple haïtien le deuil et la solidarité, avec la certitude que le pays sortira, de cette tragédie, libre et souverain.

Nous invitons à diffuser largement cet appel et invitons toutes les organisations intéressées à apporter leur soutien et à partager les informations concernant leurs actions de solidarité en envoyant un message à

[haiti@jubileesouth.org](mailto:haiti@jubileesouth.org)

ou au secrétariat de Jubilé Sud/Amériques à

[jubileosur@wamani.apc.org](mailto:jubileosur@wamani.apc.org)



## AVEC RAYHANA

### nous défendons les droits et libertés des femmes

Horrié par l'agression dont a été victime Rayhana, le Parti communiste français tient tout d'abord à condamner cet acte criminel. Cette comédienne auteure de la pièce *À mon âge, je me cache encore pour fumer*, mettant en scène des femmes narrant les discriminations que vivent de nombreuses femmes algériennes, a été aspergée d'essence et agressée verbalement. Fort heureusement, ces agresseurs n'ont pas pu allumer le feu. Pour combien de temps encore, les gardiens du temple patriarcal oseront-ils museler le respect des droits humains et des libertés à l'égard des femmes ?

Agressée physiquement et verbalement, nous souhaitons que Rayhana reçoive toute la protec-

tion nécessaire et que toute la lumière soit faite sur ses agresseurs. Au nom du combat pour l'émancipation humaine que nous menons, nous tenons à lui témoigner de toute notre solidarité et notre soutien dans son combat pour la dignité et la liberté des femmes.

Ensemble, ne laissons pas s'instaurer un climat de terreur et de barbarie. Les défenseuses des droits humains, des droits des femmes et des libertés fondamentales universellement reconnus doivent pouvoir exercer leurs activités sans crainte, ni représailles.

Paris le 14 janvier 2009  
Le Parti communiste français

### Alicja a enfin gagné le respect

Alicja Tysiac, jeune femme polonaise, avait fait appel à la cour européenne de Justice parce que son pays lui avait interdit le droit à l'avortement. La presse religieuse et les autorités religieuses polonaises l'avaient alors brocardée d'infamies durant des mois, la traitant de meurtrière, de tueuse d'enfant et la comparant à des criminels nazis. Face à cette campagne haineuse et à sa détermination, la justice

polonaise condamne les hebdomadaires à publier des excuses et à lui verser 30 000 euros de dommages et intérêts.

Cette victoire, elle la doit à la mobilisation de nombreuses personnalités et militantes féministes de toute l'Europe. C'est une première dans l'histoire : l'Église catholique en tant que structure doit s'excuser auprès d'une femme !

**3 février**

*L'égalité, c'est pas sorcier*, atelier-forum de 18h30 à 22 heures  
à la Belvilloise, avec Pierre Laurent, Marie-Georges Buffet et les  
partenaires du Front de Gauche

**17 février**

Meeting organisé par le CNDF ayant pour thème : *Interpeller les partis  
politiques de gauche pour l'égalité homme/femme dans l'action des régions*

**8 mars**

Initiative de proximité et distribution nationale d'un tract à l'occasion  
de la *Journée internationale droits des femmes*  
Manifestation parisienne de lancement de la *Marche mondiale 2010*

## Tee-shirts Égalité

Toujours disponibles.

La Fête de l'Humanité est propice à la vente de tee shirts *Égalité*.

La Seine-Maritime a vendu 25 tee-shirts au cours d'initiatives publiques.

Vous pouvez passer vos commandes avant la Fête auprès d'Élisabeth Ackermann  
au 01 40 40 12 27 ou [eackermann@pcf.fr](mailto:eackermann@pcf.fr)

---

## BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

**Fédération :** \_\_\_\_\_  
nom et adresse

**Camarade qui passe commande :** \_\_\_\_\_  
nom et prénom, téléphone

nombre

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = \_\_\_\_\_

**Total commande :** \_\_\_\_\_

**ci-joint : règlement** \_\_\_\_\_